

# STOP AUX EXPULSIONS !



**Dès le 15 mars, fin de la trêve hivernale, des milliers de familles vont être expulsées de leur logement**

Les causes en sont que les familles victimes de la crise économique, avec des millions de sans emplois ou de revenu insuffisant (petites retraites, bas salaires, minima sociaux), sont accablées par le coût du loyer, des charges, et de l'énergie. De plus en plus de ménages, surtout les plus modestes, consacrent plus de la moitié de leur revenu à la charge logement. Les plans d'austérité du gouvernement à répétition ne font qu'aggraver cette situation.

## L'expulsion, un moyen moyenâgeux

Jeter une famille à la rue est injuste, c'est encore plus injuste pour les enfants. Peu leur importe la peur des familles de voir jaillir au petit jour l'huissier, l'officier de police judiciaire et le serrurier pour les jeter dehors de leur logement. Peu leur importe le traumatisme apporté à la famille, aux enfants, peu leur importe les conséquences immédiates pour tout simplement survivre. Alors que dans le même temps, certains vivent dans l'abondance, se vautrent dans la luxure et se voient couvrir de cadeaux et d'exonérations fiscales par le gouvernement.

## La machine à expulser mise en place par les gouvernements Sarkozy

La loi Boutin a réduit par trois les délais d'expulsion qui permettent de trouver des solutions pour les familles, la remise en cause du maintien dans les lieux, l'abaissement des plafonds de ressources avec l'objectif de pousser les gens hors du logement social et ainsi masquer l'échec de la politique du logement des gouvernements Sarkozy.

## Refusons l'injustice, exigeons une autre politique

La CNL entend s'opposer avec tous ceux qui le souhaitent à ces nouvelles vagues d'expulsions en organisant une semaine d'action. Ensemble faisons entendre notre refus d'une société à deux vitesses, notre volonté d'en finir avec ce système moyenâgeux qui est l'expulsion.

**EXIGEONS**

- L'arrêt des expulsions et des saisies
- Le gel des loyers et la maîtrise des charges
- La réévaluation de 25 % des aides aux logements
- L'abrogation de la loi Boutin
- La construction de 250 000 logements véritablement sociaux par an

## Manifestons :

**MERCREDI 14 MARS 2012**  
**à 17h30**  
**de Créteil Eglise à la préfecture**



**Confédération Nationale du Logement**  
**Fédération du Val-de-Marne**

27, avenue Lucien Français esc. 3 94400 Vitry S/ Seine  
Téléphone : 01 43 91 11 11 - télécopie : 01 43 91 11 19 -  
E-mail : [cnl.94@wanadoo.fr](mailto:cnl.94@wanadoo.fr) - site internet : [www.cnl94.fr](http://www.cnl94.fr)



# Pour le droit au logement Appel à manifester contre les expulsions

## MERCREDI 14 MARS à 17h30 De Créteil Eglise à la préfecture

Dès le jeudi 15 mars, les huissiers aidés de la police et à la demande des bailleurs pourront reprendre les scandaleuses expulsions locatives suspendues depuis le 1<sup>er</sup> novembre dernier.

Le cortège des familles, hommes, femmes et enfants jetés à la rue va s'allonger et rien n'est annoncé pour qu'ils soient au moins hébergés, bien au contraire.

L'an dernier des dizaines de milliers de familles ont été chassées de leur logement, des centaines dans notre département.

Ce nombre devrait croître encore dans les prochaines semaines.

C'est inacceptable, les expulsions locatives ne règlent absolument rien, bien au contraire.

Les familles ont de plus en plus de difficultés à s'acquitter des loyers, des charges d'électricité, de gaz et d'eau de plus en plus chers.

Toutes les familles se sentent concernées et se privent de l'indispensable.

Les raisons de ces difficultés résultent des bas salaires, de la précarité, de la baisse du pouvoir d'achat, des loyers prohibitifs, du manque de logements sociaux.

Pendant ce temps, le gouvernement multiplie les cadeaux aux promoteurs immobiliers, ceux qui recherchent le profit, aux dépens du logement social, de sa construction, de son entretien.

Cette politique est délibérée ! C'est le choix du privé qui ne peut en aucun cas satisfaire ce droit fondamental : avoir un toit.

Le logement n'est pas une marchandise.

La crise du logement s'accroît et le cortège des demandeurs s'allongent (56.000 en Val de Marne).

Notre pays a largement les moyens de satisfaire les besoins.

Pour cela le logement, le logement social doit devenir une priorité nationale.

Nous réclamons :

- Un moratoire sur les expulsions locatives : pas d'expulsion sans relogement !
- Le blocage des loyers dans le public et dans le privé.
- La revalorisation de 25 % de l'APL et des aides au logement.
- La construction de 200.000 logements réellement sociaux par an pendant 5 ans, 6.000 en Val de Marne.
- L'arrêt des coupures d'électricité, de gaz et d'eau.

Il y a crise, il y a urgence à se rassembler et à crier haut et fort nos exigences.

Pour toutes ces raisons, nous appelons les locataires, les demandeurs de logement, tous ceux qui souffrent du mal logement, tous les citoyens à se mobiliser et à manifester pour le droit au logement, contre la reprise des expulsions :

## MERCREDI 14 MARS 2012 à 17h30 de Créteil Eglise à la préfecture

Signataires :

CLCV 94, CNL 94, CSF 94, LDH 94, ADECR 94, CAHL 94, + APELS